

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4472 LUNDI 27 MARS 2023

GOUVERNEMENT

Jean-Pierre Bemba, Vital Kamerhe et Mbusa Nyamwisi entrent en lice



Jean Pierre Bemba Premier

Le remaniement tant attendu de l'équipe gouvernementale a finalement eu lieu la nuit du 23 au 24 mars. Cinquante-sept membres au total composent la nouvelle équipe que pilote le Pre-



Vital Kamerhe

mier ministre, Sama Lukonde, qui a conservé son fauteuil. L'on note l'entrée en lice de trois poids lourds de la scène politique congolaise, en l'occurrence Jean-Pierre Bemba, Vital Kamerhe



Antipas Mbusa Nyamwisi

et Antipas Mbusa Nyamwisi promus respectivement à la Défense, à l'Economie et à l'Intégration nationale.

Page 3

ÉLIMINATOIRES CAN 2023

La RDC se relance dans la course pour la qualification



Les Léopards de la RDC

Les Léopards, désormais troisièmes du groupe, se relancent dans la course pour la qualification en Coupe d'Afrique des nations (CAN) après avoir battu les Moubaitounes de la Mauritanie

(3-1), le 24 mars, à Lubumbashi. Le Gabon, quant à lui, s'est imposé 1-0 devant le Soudan et consolide sa première place avec sept points, devant la Mauritanie (quatre points).

Page 5

PROPOSITION DE LOI TSHIANI

La FBCP alerte sur le risque de compromettre la paix sociale

Dans une déclaration du 24 mars, la Fondation Bill-Clin- ton pour la paix (FBCP) exhorte les Congolais à éviter des actes pouvant compro-

mettre la paix sociale et la stabilité politique. L'organi- sation non gouvernementale condamne toute loi à caractère discriminatoire, racial

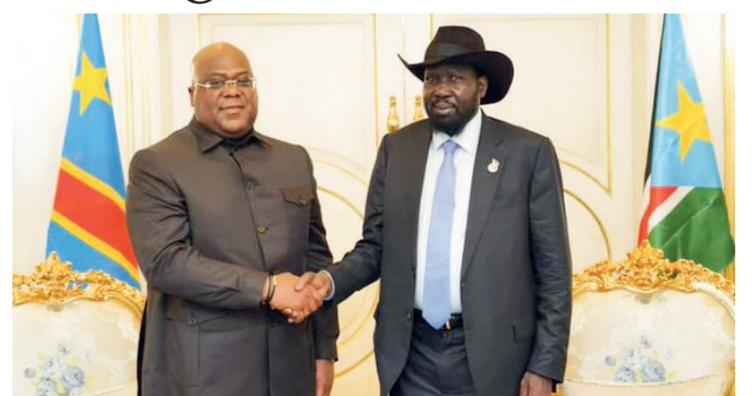
ou xénophobe qui viserait à écarter certains candidats à l'élection présidentielle pré- vue pour décembre 2023.

Page 4

COOPÉRATION RDC- SOUDAN DU SUD

Pour une gestion frontalière efficace des parcs de Virunga et de Lantoto

Un projet d'accord de coopéra- tion entre la République démocra- tique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud sur les parcs nationaux des Virunga et de Lan- toto était au menu des récents entretiens entre le président Félix Tshisekedi et l'administra- teur des parcs de Virunga et de la Garamba. Cet accord vise à booster la gestion des parcs de la Garamba dans le Haut-Uélé et celui de Lantoto au Soudan du Sud, tous deux frontaliers.



Les chefs d'Etat du Soudan du Sud, Salva Kiir, et de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi/DR

Page 3

ÉDITORIAL

Interposition

Pour tenter d'apporter un peu de répit à la population de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) exposée aux pires violences depuis bientôt trois décennies, des initiatives se multiplient. En témoigne le vote, le 17 mars, par le parlement angolais, de l'envoi d'un contingent de 500 hommes sur le terrain.

La décision des autorités angolaises fait suite aux conclusions de la rencontre de Lunda, tenue au mois de novembre dernier, au cours de laquelle, condamnant unanimement les actions du M23, les chefs d'Etat ont sommé le groupe rebelle de libérer les zones sous son contrôle et de cesser ses attaques contre l'armée régulière et les troupes de la mission des Nations unies, Monusco.

Alors que les Angolais devront œuvrer au respect des recommandations rappelées plus haut, en facilitant à terme le dialogue entre les parties, de leur côté les forces constituées par les Etats d'Afrique de l'Est dans le cadre du processus de Nairobi (juin 2022) ont l'autorisation, en cas de besoin, d'employer la force. Sur place, les bataillons venus du Kenya et du Burundi, auxquels se joindront Ougandais, Sud-Soudanais et Tanzaniens, sont déployés depuis quatre mois.

Au-delà de toute considération et au regard de la nature complexe de la situation, il semble que sans renoncer à l'option militaire pour ne pas en laisser l'initiative aux mouvements violents, la solution pour une sortie de crise définitive à l'Est de la RDC passe probablement par l'organisation d'une conférence de paix à laquelle seront conviés tous les pays membres de la région des Grands Lacs.

Il est dans les prérogatives de l'Union africaine de montrer qu'elle a l'autorité nécessaire d'offrir ses bons offices à un continent pour lequel, jusqu'à preuve du contraire, elle demeure la plus haute instance diplomatique crédible.

Le Courrier de Kinshasa

CLIMAT

Poursuite des échanges entre le cabinet du chef de l'Etat et le Gibec

Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Guylain Nyembo Mbwizya, a patronné récemment au Palais de la nation une importante réunion de haut niveau avec le Groupe inter bailleurs de l'environnement et le climat (Gibec), élargie à quelques membres du gouvernement du secteur climat et la société civile.



Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Guylain NyemboDR

La rencontre faisait suite aux recommandations du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, sur la nécessité de renforcer la cohérence d'approche entre les bailleurs et les institutions publiques intervenant dans la lutte contre le changement climatique.

Les deux parties ont axé leurs échanges autour de la capitalisation de la pré COP27 qui était organisée à Kinshasa, en septembre 2022, par le gouvernement

congolais et les préparations pour l'engagement stratégique de la COP28. Cette rencontre a également offert l'occasion à l'ambassadeur des Pays-Bas, président du Gibec, de féliciter la présence très active de la République démocratique du Congo à la COP27 et la COP15.

Du côté des parties prenantes nationales, les acteurs de la société civile et du gouvernement ont évoqué la nécessité d'un dia-

logue franc dans le traitement de certaines questions dans la conduite des agendas climatiques et environnementaux. Le directeur de cabinet du chef de l'Etat a insisté sur la mise en place d'une task force dans un bref délai pour poursuivre l'examen de ces questions combien importantes que sont la lutte contre le changement climatique et la préservation de l'environnement.

Alain Diasso

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Jean-Pierre Bemba, Vital Kamerhe et Mbusa Nyamwisi font leur retour aux affaires publiques

Après un suspense longtemps entretenu, le remaniement tant attendu du gouvernement Sama Lukonde a finalement livré ses secrets la nuit du 23 au 24 mars. L'ordonnance présidentielle y afférent a été lue à la télévision nationale par la porte-parole du chef de l'État, Tina Salama.

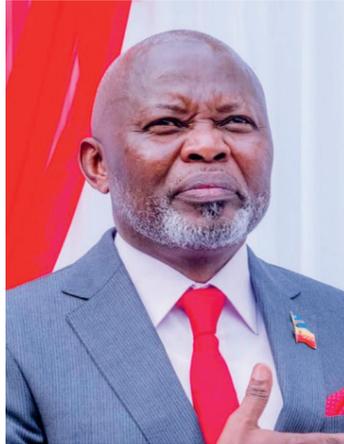


Jean Pierre Bemba Premier ministre et ministre de la Défense

Cinquante-sept membres au total composent la nouvelle équipe gouvernementale censée conduire le pays aux élections de décembre prochain. La nouveauté est, sans doute, l'entrée en lice de trois poids lourds de la scène politique congolaise. Il s'agit de Jean-Pierre Bemba, Vital Kamerhe et Antipas Mbusa Nyamwisi. Nommé Premier ministre et ministre de la Défense, Jean-Pierre Bemba (ancien vice-président entre 2003 et 2006 dans le gouverne-

ment 1+4) est promu au moment où la République démocratique du Congo est aux prises avec le mouvement terroriste du M23 dans sa partie orientale sur fond de tension avec le Rwanda, son principal soutien. L'on attend à ce qu'il mette à contribution son expérience d'ancien chef de guerre pour la défenestration de la rébellion du M23 et la récupération par les Forces armées de la République démocratique du Congo des zones occupées.

Ancien directeur de cabinet du président Félix Tshisekedi et condamné en 2020 à vingt ans de prison pour détournement de fonds avant d'être acquitté en appel en 2022, Vital Kamerhe revient aux affaires en tant que vice-Premier ministre en charge de l'économie. Allié de taille au sein de la coalition présidentielle, beaucoup d'attentes sont placées en lui



Vital Kamerhe vice-Premier ministre en charge de l'économie

pour booster une économie congolaise très mal en point ces derniers temps.

Un autre poids lourd et non des moindres, c'est Antipas Mbusa Nyamwisi, nouveau ministre de l'Intégration régionale. Ex-rebelle et un des anciens leaders de la coalition Lamuka, cet acteur politique pourrait être un atout majeur dans la quête du retour à la paix dans l'ex-Kivu au regard de son expertise de terrain. Christophe Lutundula et Jean-Pierre Lihau

ont conservé leurs postes aux Affaires étrangères et à la Fonction publique. Peter Kazadi, cadre du parti présidentiel, a été nommé vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur et Sécurité. Le journaliste Claude François Kabulo Mwana Kabulo de la télévision publique et correspondant de la Radio France internationale a été nommé ministre des Sports.

Plusieurs autres membres du gouvernement ont conservé leurs portefeuilles à l'exemple de Julien Paluku (Industrie), Nicolas Kazadi (Finances), Aimé Boji (Budget), Patrick Muyaya (Communication et Médias), Muhindo Nzangi (Enseignement universitaire) et Pius Muabilu (Urbanisme). Ce sont finalement six ministres qui ont été remerciés et ne font donc pas partie du gouvernement Sama II. Trente-quatre autres ont été maintenus aux mêmes



Antipas Mbusa Nyamwisi ministre de l'Intégration régionale

fonctions sur un total de cinquante-deux membres. Seulement quatre ministres ont été replacés dans de nouveaux ministères pour apporter leurs expériences et faire leurs preuves. Par ailleurs, il est à noter que des avancées ont été constatées dans l'approche Genre. En effet, l'actuel gouvernement compte seize femmes (28%), soit une légère hausse par rapport au précédent qui en comptait quinze.

Alain Diasso

COOPÉRATION RDC- SOUDAN DU SUD

Pour une gestion frontalière efficace des parcs de Virunga et de Lantoto

Un projet d'accord de coopération entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Soudan du Sud sur les parcs nationaux des Virunga et de Lantoto était au menu des entretiens entre le président Félix Tshisekedi et François-Xavier de Donnea, administrateur du parc des Virunga et président du parc de la Garamba, le 23 mars, à la Cité de l'Union africaine.

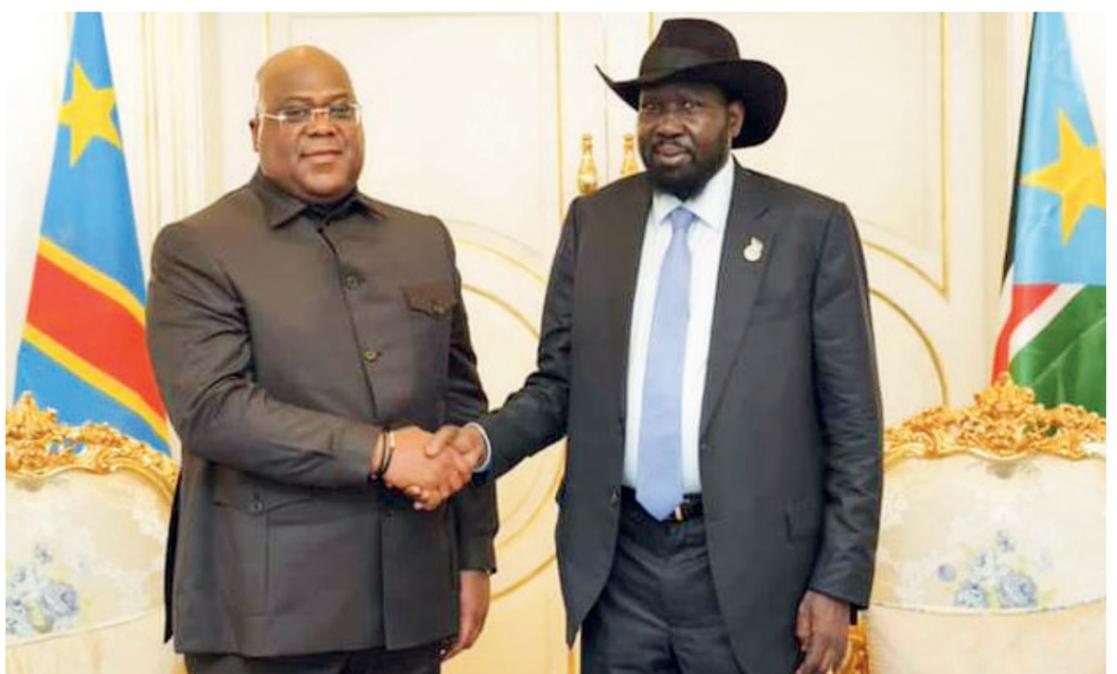
Le projet d'accord a pour but de rendre plus efficaces la collaboration et la gestion des parcs de la Garamba, dans le Haut-Uélé, et celui de Lantoto situé au Soudan du Sud, tous deux frontaliers. La question de l'orpaillage illégal au Sud du parc de la Garamba a été également abordée.

L'administrateur du parc des Virunga, accompagné de l'ambassadeur du Royaume de Belgique en RDC, Joe Inkedeu, a alerté le chef de l'Etat sur l'exploitation illégale faite par des étrangers sous couvert des associations congolaises utilisées comme paravents. Une situation qui a dégradé l'environnement sur la rivière Kibali. Un tour d'horizon sur l'état global du parc

des Virunga a clôturé leurs discussions.

François-Xavier de Donnea a expliqué au président Tshisekedi l'encerclement dont fait l'objet ce parc par les terroristes du M23. Il a, par ailleurs, précisé que la Fondation Virunga, le directeur du parc et les gardes de l'Institut congolais pour la conservation de la nature ont marqué une présence qui empêche ces forces nuisibles d'occuper les installations stratégiques telles que la Centrale électrique de Matebe.

En réponse à toutes ces préoccupations, le chef de l'Etat a promis d'appuyer ce projet en accord avec le Soudan du Sud et de se pencher sur la question de l'orpaillage illégal pour



Les chefs d'Etat du Soudan du Sud, Salva Kiir, et de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi

prendre des mesures appropriées.

Le président de la République a, ensuite, accordé une brève audience à

l'ambassadeur américain en RDC, Lucy Tamlyn. Les échanges ont porté sur les sujets d'intérêt commun entre la RDC et les États-

Unis d'Amérique ainsi que sur la coopération bilatérale dans de nombreux domaines.

A.D.

SITE EWA-KINDOBO

Le conseiller David Mukeba prépare le lit à la spoliation officielle

Descendu sur le terrain pour une visite des lieux « afin de permettre au cabinet du chef de l'Etat d'avoir une idée précise de la question sur laquelle il est saisi », David Mukeba, chargé des questions d'infrastructures au cabinet du président de la République, insiste sur la possibilité que possède l'Etat d'exproprier pour besoin d'intérêt public.

Attendu le 23 mars sur le terrain à Kindobo, dans la commune de la Nsele à Kinshasa, par des victimes des expropriations des terrains du site Ewa, le conseiller du chef de l'Etat en matière d'infrastructures s'attelle à préparer ces dernières à la dépossession officielle de leurs terres. Il leur fait comprendre que l'Etat avait la possibilité de leur prendre ces terrains pour une utilité publique.

S'estimant victimes de dépossession illégale de leurs lopins de terre alors qu'elles possèdent tous les documents légaux, ces victimes ont écrit au chef de l'Etat pour récupérer leurs terrains. Forts du fait qu'ils sont interdits d'accès à ce site par des éléments de la Garde républicaine, ces déposés ont sollicité de Félix Tshisekedi son intervention afin de récupérer ces terrains qu'ils ont légalement acquis.

Réagissant à cette démarche, le conseiller du président de la République chargé des Infrastructures est descendu sur le terrain. Pour donner leur version des faits, ces acquéreurs déposés de leurs terres ont répondu massivement à ce rendez-vous, avec l'espoir de rencontrer ce proche du chef de l'Etat et de trouver une solution à leur souci. « Nous sommes restés ici depuis le matin à attendre cette autorité qui arrive vers midi. Mais, à l'entendre, nous sommes déçus. C'est comme s'il est en train de nous préparer à cette spoliation officielle », a souligné John Mulumba, une des victimes.

Pour ces victimes, même dans le cas d'une expropriation pour besoin d'intérêt public, le vice de procédure relevé et tout

ce qui entoure cette action indiquent déjà qu'il y a un problème. « La question que je veux poser au conseiller du chef de l'Etat, par médias interposés, est de savoir, en cas d'expropriation pour utilité publique qu'il a aimé tant évoquer, si les négociations se font en amont ou en aval », a indiqué un Congolais qui estime avoir besoin d'une terre pour ses projets d'investissement dont les capitaux sont déjà disponibles.

Des confusions ou manque de maîtrise du dossier

Sur place, le conseiller du président de la République a demandé à visiter le terrain querellé avant de parler aux plaignants. Après ce tour des lieux, il s'est prêté à un exercice qui a paru périlleux pour lui car, déjà, au lieu de parler du site Ewa, le conseiller a constamment répété un autre site à problème, Pool Malebo, situé plus loin, dans une autre localité. Et c'était aux victimes de lui rappeler, à chacun de ses égarements, le site dont il est question. « Pour une autorité de son rang, qui descend sur le terrain afin de chercher des solutions à un problème posé, il parle du site Pool Malebo alors que dans les documents officiels en ma possession, en tant qu'un des acquéreurs des lopins de terre sur ce site, le gouvernement parle du site Ewa. Ça, c'est une malheureuse confusion de sa part. Mais qu'à cela ne tienne ! », a regretté John Mulumba.

Pire, le conseiller du chef de l'Etat, qui a promis de bien étudier ce dossier et de travailler avec des ministères sectoriels concernés pour permettre de



Les acquéreurs regardant leurs terrains spoliés/Adiac

mieux se prononcer, insiste sur l'expropriation pour besoin d'utilité publique. David Mukeba est revenu à plusieurs reprises sur cette possibilité d'expropriation légale jusqu'à faire croire à ces personnes qui s'estiment lésées qu'il s'obstinait à faire entrer en eux cette possibilité prévue par les lois de la République; une option plus plausible à prendre dans cette affaire.

Des acquéreurs déçus

Pour ces personnes qui se disent victimes d'une expropriation hors normes, le conseiller du chef de l'Etat n'a pas convaincu car, au lieu de condamner la façon dont cette dépossession des terrains s'est faite, il s'est plutôt permis de l'encenser. « S'il faut exproprier pour intérêt public, comme veut le faire croire le conseiller du président Félix Tshisekedi, cela doit suivre une procédure. On ne pouvait pas venir à la Zorro chasser les propriétaires qui ont acquis ces terrains d'une manière légale, détruire leurs construc-

tions et d'autres biens et leur empêcher l'entrée du site en y postant des éléments de la Garde républicaine qui, on le sait, ont pour mission de garder le chef de l'Etat, sa famille et ses biens », a souligné John Mulumba. Il a ajouté que même si l'Etat prévoyait une indemnisation des personnes déposées, cela ne pouvait se faire qu'à la suite de l'évaluation de ce que chacune d'elles aurait investi dans sa parcelle.

Une présence militaire renforcée

La présence des éléments de la Garde présidentielle sur ce site fait croire que ce domaine appartient désormais au chef de l'Etat et à sa famille. Pour mater la foule qui voulait y rencontrer le conseiller du chef de l'Etat et lui poser de visu ses problèmes, plus de deux dizaines d'éléments de la Garde républicaine armés, parmi lesquels des hauts gradés et des instructeurs commandos (identifiés par les mentions sur leur tenue/T-shirt jaune) se sont ajoutées à ceux de garde et déployées sur les

lieux.

Des sources proches de ce dossier ont, par ailleurs, renseigné que ce terrain a été doté à des Indopakistais qui y érigent déjà un mur de clôture. Ce qui a de plus révolté les acquéreurs déposés. « Comment peut-on déposséder des citoyens pour le confier à des étrangers qui, assurément, vont y installer leurs entités commerciales ? », s'indignent ces victimes. Dans leurs revendications, ces acquéreurs parmi lesquels des Congolais et une société chinoise qui y fabrique déjà des barres de fer disent attendre récupérer leurs terrains. Dans tout cela, l'un de professionnels des médias dans l'exercice du métier est rentré à la maison sans deux boutons de sa chemise et l'autre, avec une enflure de la jambe. Il y a eu une note positive : des caméras et des téléphones confisqués ont été remis. Certains, après vérification que le contenu n'a pas heurté la sensibilité de la Garde républicaine déployée sur le lieu.

Lucien Dianzenza

PROPOSITION DE LOI TSHIANI

La FBCP alerte sur le risque de compromettre la paix et la stabilité socio-politique

Dans une réaction du 24 mars, la Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) rappelle la fragilité de la situation socio-politique que traverse la République démocratique du Congo (RDC), notamment avec des rebellions et autres mouvements armés et terroristes qui écumant le territoire national dont le M23.

La FBCP s'oppose à la proposition de loi faite par Noël Tshiani à l'Assemblée nationale. « Nous continuons à condamner ou à nous opposer à toute loi à caractère discriminatoire, racial ou xénophobe qui viserait à écarter certains candidats à l'élection présidentielle prévue pour décembre 2023 », a-t-elle souligné, dans

un communiqué signé par son président, Emmanuel Adu Cole. « Nous devons éviter des actes qui peuvent compromettre la paix sociale et la stabilité politique déjà fragiles », a ajouté la FBCP.

Cette organisation rappelle que la double nationalité est prohibée par la Constitution qui indique que la nationalité

congolaise était « une et exclusive » et qu'elle ne pouvait être « détenue concurrentement avec une autre ». La FBCP fait remarquer, par ailleurs, que de nombreux Congolais présents dans les institutions ou non, dont le promoteur de la proposition de loi, Noël Tshiani, ont une double nationalité. Ce qui signifie qu'ils tombent tous sous

le coup de la loi.

Tout en appelant les Congolais, particulièrement les députés nationaux, à rejeter cette proposition de loi, la FBCP encourage la justice congolaise à initier des enquêtes en vue de découvrir tous les porteurs de double nationalité qui violent l'article 10 de la Constitution du 18 février 2006. Dans sa propo-

sition de loi, Noël Tshiani veut voir accéder à certains postes de responsabilité dans le pays, dont la magistrature suprême, que les Congolais nés de tous les deux parents congolais. C'est de cette action que les termes « de père et de mère » trouvent leur succès actuel à travers le pays.

Lucien Dianzenza

RÉFORME DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Lancement imminent du plaidoyer pour l'intégration des arts et de la culture

Présentés aux parties prenantes du projet par le nouveau coordonnateur, Christian Moleka, le 22 mars à l'espace culturel Mont des arts, les termes de référence et le plan d'action des activités prévoient la mise en œuvre du projet à partir du 15 avril, à l'occasion de la Journée mondiale de l'art.

Le but de la réunion tenue au secrétariat général du projet de « *Plaidoyer pour l'intégration des arts et de la culture dans le système éducatif congolais (ACE)* » était de mettre les parties prenantes à jour; leur présenter les documents rédigés mais aussi d'y intégrer les différentes contributions des acteurs, ambassadeurs et experts associés à la réflexion qui a mené à leur rédaction. Les ayant fixées sur les termes de référence et le plan d'action des activités à venir, le comité de pilotage a de manière détaillée livré tous les aspects à considérer. Aux dires de Christian Moleka, les principaux axes stratégiques du plaidoyer sont « *la sensibilisation et le lobbying* ». Cela va consister, a-t-il expliqué, « *à travailler davantage sur la sensibilisation de la population mais également au lobbying auprès des décideurs publics pour qu'ils lèvent les options politiques qui s'imposent* ». La démarche menée par l'ACE, a affirmé Elfia Ellesse, est ni plus ni moins qu'« *un engagement politique* ». Aussi paraît-il important d'intégrer



Un aperçu des participants à la réunion du 22 mars au Mont des arts/Adiac

cette dimension dans le plaidoyer qui sera lancé le 15 avril.

Au départ, le comité de pilotage coordonné à présent par Christian Moleka envisageait de mener la campagne sur le terrain en six mois, soit de mars à août. Les groupes créés afin de mener le plaidoyer devront persuader leurs interlocuteurs de la nécessité avérée d'intégrer l'art et la culture dans l'éducation pour en améliorer la qualité. « *Le défi de décolonisation des savoirs demande de travailler à mettre l'élève au centre de*

son environnement d'éducation », a indiqué le coordonnateur. Par ailleurs, a-t-il souligné, « *la culture est un vecteur important qui permet de rapprocher l'éducation de son environnement local* ».

Du comité de pilotage

Rappelons qu'en octobre dernier, il avait été annoncé qu'au terme de la première phase opérationnelle du projet géré en interne par Osisa, il a été établi un partenariat avec l'Institut national des arts (INA) pour le pilotage de la suite du

projet. Ainsi, dans le cadre de la deuxième phase en cours, il a été depuis mis en place un secrétariat technique composé d'un groupe d'experts en matière de l'art, de la culture et de l'éducation. Pour ce qui est du reste des membres, il s'agit de toutes les personnes qui, depuis le début de l'étude, ont participé et contribué aux réunions organisées par Osisa. Ce sont désormais elles les ambassadrices du projet ACE. En cette qualité, elles sont engagées à mener le plaidoyer de manière concertée à compter de la journée internationale de

l'art.

Par ailleurs, à la suite du décès le 7 mars du premier coordonnateur, en l'occurrence le directeur général de l'INA, Damien Pwono, le comité de pilotage a été réaménagé. Ainsi, il est à présent codirigé par le secrétaire général administratif de l'INA, Théo Keminar; le coordonnateur délégué et Christian Moleka, de la dynamique des politologues de Kinshasa. Ils forment l'équipe avec deux autres membres, représentants des experts permanents de l'observatoire indépendant de l'éducation et de la coalition nationale de l'éducation pour tous. Le secrétariat technique est lui tenu par Jonathan Bukasa et J. Longa. Puis viennent les ambassadeurs également contributeurs dans le projet à porter au plus haut niveau. Il s'agit de créer une synergie autour des combats menés de manière sectorielle, rassembler les forces de sorte à prendre les dispositions aux niveaux politique et législatif ainsi que dans l'application pratique au niveau de toutes les institutions de l'Etat, particulièrement éducatives.

Nioni Masela

ÉLIMINATOIRES CAN 2024

La RDC soumet la Mauritanie et se relance

Les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) se relancent dans la course pour la qualification à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Côte d'Ivoire 2024, après avoir battu 3-1 les Mourabitounes de la Mauritanie, le 24 mars, au stade du Tout-Puissant Mazembe à Lubumbashi.

Alors qu'ils pointaient à zéro point au début de la rencontre dans un classement dominé par la Mauritanie, les fauves congolais n'avaient pas droit à l'erreur. Ils ont fait preuve de réalisme en glanant leurs trois premiers points après avoir aligné deux défaites successives lors des deux premières prestations. Gaël Kakuta et Cédric Bakambu en première mi-temps ainsi qu'Arthur Masuaku en seconde ont rendu possible le succès congolais dans un stade du Tout-Puissant Mazembe chauffé à blanc par des supporters enthousiastes. De bout en bout, les fauves congolais ont pris le jeu à leur compte en multipliant des



Les Léopards de la RDC

séquences offensives.

L'équipe mise en place par le

coach Desabre a été taillée pour remporter ce match

avec de nouvelles entrées dans la sélection aux côtés

des anciens cadres. Avant la quatrième journée prévue en déplacement dans quatre jours, la RDC pointe désormais à la troisième place avec trois points. Elle pourrait même remonter à la deuxième place en cas d'un nouveau succès devant son adversaire. Il s'agit là d'une première victoire en match officiel pour la RDC depuis novembre 2021, quand les Léopards s'étaient imposés devant le Bénin à Kinshasa. Dans l'autre match du groupe I disputé le même jour, le Gabon s'est imposé 1-0 devant le Soudan et consolide sa première place avec désormais sept points, devant la Mauritanie calée à quatre points.

Alain Diasso

CAN 2024/RDC - MAURITANIE

Desabre confiant en la victoire des Léopards

Le sélectionneur-manager des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), Sébastien Desabre, et quelques joueurs ont été devant les journalistes, le 23 mars, à Lubumbashi, dans le cadre de la conférence d'avant-match contre la Mauritanie.

La RDC affronte, ce 24 mars, au stade TP Mazembe du chef-lieu de la province du Haut Katanga, les Mourabitounes de la Mauritanie, en troisième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Et la quatrième journée est prévue pour le 28 mars à Nouakchott. Cette rencontre à Lubumbashi, doit-on noter, sera le premier match officiel de Sébastien Desabre avec les Léopards. Il avait succédé à l'Argentin Hector Cuper, démis de ses fonctions après les deux premières journées chaotiques des Léopards.

Prenant la parole à la conférence de presse d'avant-match la veille, le technicien français, ancien coach de Niort (L2 France) et ancien sélectionneur des Cranes d'Ouganda, a déclaré : « Il s'agira d'abord de remporter la victoire sur ce match à domicile, ce qui peut nous permettre d'entrevoir la survie dans ce groupe. C'est la première fois qu'on va être en compétition officielle, on a eu énormément de joueurs à intégrer, mais on a fait que deux séances. Donc, ce match constitue le départ de quelque chose qu'on construit depuis pas mal de temps ». Et confiant en son groupe, Sébastien Desabre a laissé entendre ceci : « On a tous les moyens possibles à Lubumbashi, et nous sommes contents... La force de ce



Sébastien Desabre en conférence de presse d'avant-match, entouré de Chancel Mbemba et Jerry Kalemo de la direction de communication de la Fecofa.

groupe c'est l'envie. Je ressens beaucoup d'envies et de motivations des joueurs à faire quelque chose de positif sur ce stage et dans le futur. Les cadres doivent nous montrer de quoi ils sont capables. La Mauritanie est première du groupe et ce n'est pas un hasard. Mais on doit gagner. Je suis satisfait de l'état d'esprit qu'affichent les joueurs. Ils savent qu'un moment donné, les matchs il faut les gagner. Et pour les gagner, il faut avoir un caractère, une discipline irréprochable. Pour moi, ce que je vais leur demander en premier, c'est de montrer sur le terrain le caractère qui fait qu'une équipe nationale représente un pays. Il faudra donc faire preuve d'une grande discipline et de caractère. Couplés à

notre qualité, je ne me fais pas de soucis, on gagnera des matchs ».

Il a lâché quelque chose sur le poste crucial de gardien de but. L'on sait que Joël Kiassumbua est le gardien numéro un des Léopards depuis un bon moment. Mais Desabre veut redistribuer les cartes. « Pour moi, il n'y a pas de hiérarchie pour le gardien de but en sélection, ce n'est pas comme en club. Il faut avoir du temps », a-t-il souligné. Clairement, chacun de trois gardiens de but, notamment Kiassumbua, Lionel Mpsi Nzau et Baggio Siadi Ngusia, doit aller chercher la place de titulaire. Et Desabre aura le choix certainement par rapport au temps de jeu et aux performances réalisées en clubs.

Interrogé, le gardien de

but Lionel Mpsi de Rodez en L2 France se sent visiblement prêt, remis d'une blessure depuis quelques jours. « C'est excitant, après quatre semaines de coupure pour moi, d'être de suite dans le bain en sélection nationale, j'ai hâte. Ça va être un rassemblement super important, car on joue la Mauritanie en double confrontation pour les éliminatoires de la CAN. Tout le pays est derrière nous pour gagner ces deux matches, car on a besoin de leur soutien après les deux premières défaites dans cette campagne de qualification », a-t-il dit.

Présent à Lubumbashi, le défenseur central de l'Olympique de Marseille et cadre des Léopards, Chancel Mbemba, a eu lui aussi quelques mots beaucoup

plus sur le renouveau au sein de la sélection. « Nous avons un nouveau sélectionneur qui a une vision. Nous devons tous y entrer. Merci aux amis qui nous ont rejoints, tous ensemble et ceux qui ont joué les deux premières rencontres même si les autres ne sont pas là. Le plus important, c'est que nous ayons tous le même état d'esprit », a-t-il fait remarquer.

La Mauritanie semble sereine

Les Mourabitounes de la Mauritanie ont foulé le sol lushois, le 22 mars, pour ce match programmé le 25. Leader du groupe I, la Mauritanie vient pour arracher des points. Le sélectionneur Babacar Niasse a, en conférence de presse, reconnu que le match ne sera pas une partie de plaisir, d'autant plus que la RDC a faim de points après les deux défaites des premières journées des éliminatoires.

Le gardien de but des Mourabitounes sociétaire de Tondela CD au Portugal a, pour sa part, indiqué que la pression sera plutôt du côté congolais : « On sait très bien que ça ne va pas être deux matchs faciles, mais en étant sereins, on va s'en sortir. On sait qu'en face, ils vont avoir la pression, pas nous. Donc sereinement, nous allons faire le nécessaire ».

Martin Engimo

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



COOPÉRATION

Cuba et les Etats-Unis envisagent de renforcer leurs relations avec le Congo

Le vice-ministre des Relations extérieures de Cuba, Elio Rodriguez Perdomo, et l'ambassadeur des USA au Congo, Eugène Young, ont réitéré le 23 mars à Brazzaville, au Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, la volonté de leurs pays respectifs de raffermir des liens de coopération avec la République du Congo.

Le Congo entretient d'étroites relations d'amitié avec Cuba, notamment en matière de formation, de santé et de culture, depuis les années 1960. En séjour de travail à Brazzaville, le vice-ministre des Relations extérieures a échangé avec le chef du gouvernement. Une première rencontre qui a permis aux deux personnalités de s'accorder sur la nécessité de renforcer la coopération bilatérale pour redynamiser l'axe Brazzaville/ la Havane.

En effet, le Congo a toujours gardé des liens particulièrement forts avec Cuba. En dehors des jeunes congolais formés en médecine dans l'île, Cuba a formé plusieurs promotions d'officiers congolais. « Nous avons passé en revue l'état de relations bilatérales entre nos deux pays. La République du Congo et Cuba ont toujours entretenu des relations excellentes, nous sommes liés par l'histoire, nous avons travaillé ensemble... A l'occasion de cette visite, nous avons pu constater ensemble le bon état de nos relations », a expliqué Elio



Le Premier ministre échangeant avec Eugène Young/Primature

Rodriguez Perdomo à sa sortie d'audience.

Le vice-ministre cubain des Relations extérieures a également réitéré la volonté de son pays à maintenir la coopération entre les deux Etats, surtout concernant la formation des ressources humaines congolaises à Cuba. « Nous avons fait nos modestes efforts pour aider le peuple frère congolais, nos médecins travaillent de-

puis des années dans votre pays. Des jeunes congolais ont été formés à Cuba dans les différentes spécialités. Aujourd'hui, il y en a encore plus de trois cents qui étudient à Cuba, notre volonté est de maintenir cette coopération afin de former des ressources humaines congolaises chez nous. L'entretien avec le Premier ministre et les autres membres du gouvernement

a été excellent », s'est réjoui Elio Rodriguez Perdomo.

Avec l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Congo, Anatole Collinet Makosso a abordé des questions de paix et de sécurité, ainsi que les changements climatiques dans le monde et sur le continent avant d'évoquer longuement les différents aspects de coopération bilatérale. L'apport des USA dans la valorisation de la baie de

Loango est très attendu, d'autant plus que ce site touristique chargé d'histoire est aujourd'hui menacé par des érosions côtières.

Le diplomate américain en a aussi profité pour évoquer tout l'enjeu des grands événements en vue, sur le climat dont le sommet des trois bassins du Congo où la partition des Etats-Unis est attendue. « Il y a eu deux mots pour nos échanges : le climat des affaires, la paix et la sécurité internationale. Nous avons eu de bonnes discussions avec le gouvernement congolais y compris le Premier ministre sur ces grandes questions du monde. Nous avons aussi discuté de notre histoire commune, la baie de Loango. Nous sommes en train de chercher des moyens pour soutenir les mémoires de notre histoire (deux pays et deux peuples). Il y a des millions de personnes aux Etats-Unis qui ont des racines au Congo », a rappelé Eugène Young, évoquant la volonté de son pays à soutenir le développement de la Baie de Loango.

Parfait Wilfried Douniama

FRANCE

Le Sénat regrette le « saucissonnage » du texte sur l'immigration

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé, lors de son interview télévisée du 22 mars, que le projet de loi sur l'immigration sera découpé en plusieurs textes dans les prochaines semaines.

Le chef de l'Etat a annoncé, lors d'un entretien télévisé, que le projet de loi sur l'immigration serait « découpé » en « textes plus courts » qui seront examinés « dans les prochaines semaines » par le Parlement. « Il y aura bien une loi immigration. Il y aura sans doute plusieurs textes immigration et ils arriveront dans les prochaines semaines. Nous n'avons pas le droit dans notre pays à l'arrêt et à l'immobilisme », a-t-il déclaré.

Par la voix du président du Sénat, Gérard Larcher, la majorité de droite et du centre regrette que le texte initial soit « réagencé » à l'initiative du chef de l'Etat. Elle critique un futur « saucissonnage ». Le projet de loi sur l'immigration est l'une des victimes collatérales de la crise actuelle. Initialement prévu le 28 mars, son examen à la chambre haute a été reporté. Conscient d'un besoin d'apaisement dans le contexte actuel, le président Gérard Larcher avait plaidé en début de semaine pour décaler l'ouverture des débats. Mais il s'oppose au découpage envisagé par l'exécutif, tel annoncé par Emmanuel Macron.

Gérard Larcher a dénoncé le « saucissonnage » d'un texte « indispensable ». « C'est un texte, comme les retraites, indispensable, qui doit être débattu sur le fond et qui doit apporter des réponses », a-t-il répété, insistant sur le fait que pour lui, il « ne peut être que reporté ». « Le passage en slalom est sans doute un exercice intéressant pour les skieurs, mais je pense qu'en politique, il faut de la cohérence, du courage »,

NIGER

Le groupe Orano va explorer un gisement d'uranium

Le groupe nucléaire français Orano et le gouvernement nigérien étudient les possibilités offertes par le site d'Imouraren, l'un des plus grands gisements d'uranium au monde, situé dans la région d'Arlit, au Nord du pays. Ce pays d'Afrique de l'Ouest s'apprête à accueillir l'ex-Areva, le cinquième producteur mondial d'uranium.

A Niamey, le directeur de la société Imouraren SA, Matthieu Davrinche, coentreprise du groupe français Orano, ex-Areva, a déclaré que des tests commencent en 2024 sur le site. Les réserves sont estimées à 200 000 tonnes d'uranium. La décision d'exploiter le site sera prise en 2028. L'exploitation d'Imouraren est située à 80 km au Sud d'Arlit. Matthieu Davrinche explique que le projet

est relancé « à la suite de plusieurs études hydrogéologiques qui permettent de penser que la méthode ISR (In situ recovery - extraction de l'uranium par pompage) peut être très intéressante pour l'exploitation de ce gisement ».

Le projet aurait dû débuter en 2015, mais la chute des prix de l'uranium sur le marché mondial après la catastrophe nucléaire

de Fukushima en 2011 l'a gelé. « Cela fait plus de 50 ans qu'on est au Niger, on a un vrai partenariat à long terme avec le pays et aussi des engagements sociétaux. Le Niger n'est pas très loin de l'Europe et reste une priorité parce que les actions qu'on lance pour les essais pilote, cela nous engage à hauteur de 85 millions d'euros, c'est quand même une somme assez conséquente. On ne fait pas ça pour rien, ce n'est pas de l'affichage, c'est vraiment du concret », a expliqué Matthieu Davrinche.

Le Niger, pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, est le cinquième producteur mondial d'uranium. Le groupe nucléaire français, anciennement Areva et aujourd'hui Orano, a commencé à exploiter les réserves d'uranium du pays dans les années 1970. Le projet d'Imouraren a été suspendu en 2015 après l'effondrement du prix de l'uranium à la suite de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon en 2011.

Noël Ndong



Le groupe français Orano (ex-Areva) s'apprête à explorer un gisement d'uranium/DR

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DANS LE POOL

Giacomo Durazzo assure Landry Kolelas du soutien de l'UE

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Giacomo Durazzo, a échangé le 23 mars avec le Haut-commissaire chargé de la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolélas.

Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur la situation des ex-combattants dans le département du Pool et les différents projets qui s'y exercent. « Nous avons eu un échange intéressant et fructueux avec le Haut-commissaire sur l'amélioration de la situation dans le Pool. Les choses avancent dans le bon sens et s'améliorent progressivement », a déclaré le diplomate européen.

Le Haut-commissaire a fait part à l'ambassadeur de l'initiative du Projet des Nations unies pour le développement (Pnud) de créer un fonds de financement pour soutenir les actions de développement et de réinsertion des ex-combattants. « Dans le cadre de notre coopération, il n'est pas possible de financer directement une telle initiative parce que l'UE intervient sur d'autres projets dans le département du Pool », a-t-il fait savoir.

Le Pool, a-t-il renchéri, est considéré comme l'un des départements prioritaires pour l'UE.



Euloge Landry Kolelas s'entretenant avec Giacomo Durazzo/Adiac

« Nous allons travailler dans le cadre de l'accompagnement du projet du Pnud en s'appuyant sur le développement de l'agriculture ainsi que sur la formation professionnelle des jeunes. »

« Nous allons travailler dans le cadre de l'accompagnement du projet du Pnud en s'appuyant sur le développement de l'agriculture ainsi que sur la formation professionnelle des jeunes. », a expliqué Giacomo Durazzo

Par ailleurs, le Haut-commissaire a été informé de la visite qu'a effectuée récemment une délégation de l'UE à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, pour voir toutes les actions de développement qu'elle y mène, notamment le projet de développement agricole. Celui-ci, a indiqué le diplomate européen, s'articule sur le renforcement des capacités des producteurs, la diversification de la chaîne de valeur et la meilleure utilisation de manioc sous ses diverses formes.

Giacomo Durazzo a abordé également avec le Haut-commissaire le point sur des projets de l'UE en cours dans cette partie du pays. « Il y a toute une série d'actions et d'activités qui s'exercent déjà dans le département du Pool », a-t-il conclu.

Rosalie Bindika

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DE L'AGRICULTURE COMMERCIALE

UNITÉ NATIONALE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N° 018 F/PDAC-2023

ACQUISITION DES EQUIPEMENTS DU CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE (CNIA)

1. La République du Congo et l'Association Internationale de Développement (IDA), Groupe Banque mondiale, ont signé, le 20 septembre 2017, un Accord de Financement, d'un montant de 100 millions de dollars US, pour la mise en œuvre d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC). Ce projet sera clôturé le 31 décembre 2023. Une partie des fonds est réservée à l'acquisition des équipements du Centre National d'Insémination Artificielle (CNIA).

2. L'Unité Nationale de Coordination du Projet (UNCP) invite les entreprises intéressées, à présenter leur offre, sous pli fermé anonyme, avec la mention : acquisition des équipements du centre national d'insémination artificielle.

3. Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu auprès de l'UNCP, du lundi au vendredi, de 9 heures et 16 heures.

4. Le dossier d'appel d'offres, en français, est acheté, moyennant paiement, en espèces, d'un montant non remboursable de 150.000 FCFA, contre un reçu.

5. Les offres seront déposées à l'adresse ci-après, au plus tard, le lundi 24 avril 2023, à 12 heures (heure de Brazzaville). Les

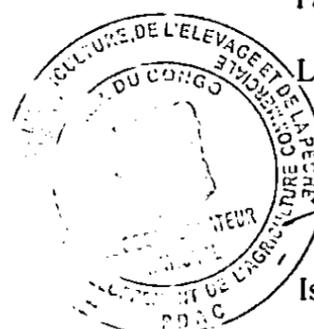
soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission, sous forme de caution bancaire (voir modèle dans le DAO) représentant 2% du montant de l'offre et d'une clé USB contenant l'offre signée en format PDF.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent, le lundi 24 avril 2023, à 13 heures, à l'adresse ci-après :

Unité Nationale de Coordination du Projet, Boulevard Denis Sassou Nguesso Mpila,
Brazzaville, République du Congo, Tel: (242) 06 858 88 88 /
E-mail: pdacmaep@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 24 MARS 2023

Le Coordonnateur National,



Isidore ONDOKI

CONGO

La croissance économique projetée à 3,7% en 2023

En raison du regain d'activités constaté dans le secteur hors pétrole, avec la bonne tenue du domaine des services, le Congo va afficher, cette année, une croissance économique de 3,7%, a relevé le Comité national économique et financier (Cnef), le 24 mars à Brazzaville, lors de sa première session annuelle.

Analysant la situation macroéconomique nationale, le Cnef a noté la reprise du dynamisme économique cette année dans le secteur des services. Grâce à ce regain économique, il a estimé une croissance économique de 3,7% en 2023 pour le Congo.

Le Cnef a relevé, en outre, que le taux de croissance du Produit intérieur brut réel (PIB) du Congo était évalué à 1,5% en 2022. Sur le front des prix, il soutient que l'inflation a atteint les seuils communautaires de 3% en moyenne annuelle, contre 2,3% un an auparavant.

« Examinant les différents modes de financement de l'économie congolaise, le Cnef a relevé une évolution mitigée de la situation bancaire nationale. En effet, l'encours des crédits bruts accordés à la clientèle a connu une contraction de 11% pour revenir à 1281,6 milliards F CFA au 31 décembre 2022. De même, les créances en suspens ont diminué de 27% pour s'établir à 181,4 milliards FCFA », relève le communiqué final des travaux, lu par



Les membres du Cnef pendant les travaux, le 24 mars /Adiac

Serge Dino Daniel Gassackys, président du Cnef.

En revanche, sur le marché des

valeurs du trésor de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, le Trésor

public congolais est resté très actif. Il a mobilisé 758,4 milliards FCFA entre janvier et décembre

«...Le Cnef a relevé une évolution mitigée de la situation bancaire nationale. En effet, l'encours des crédits bruts accordés à la clientèle a connu une contraction de 11% pour revenir à 1281,6 milliards F CFA au 31 décembre 2022. De même, les créances en suspens ont diminué de 27% pour s'établir à 181,4 milliards FCFA »

2022, soit une baisse de 15,64% par rapport à l'année précédente. Le Cnef a, par ailleurs, pris acte de l'exécution budgétaire de son secrétariat général au titre de l'exercice 2022.

Aussi, il a félicité le gouvernement pour avoir obtenu la validation de la deuxième revue du programme économique et financier engagé afin de renforcer la stabilité macro-économique du pays.

Au plan international, les perspectives économiques s'annoncent bonnes en 2023, avec une croissance mondiale du PIB réel établi à 2,9%. Au niveau sous régional, le Cnef a noté la consolidation des activités économiques, en dépit des tensions inflationnistes causées par la crise Ukrainienne. La Banque des États de l'Afrique centrale prévoit un taux de croissance de 2,6% en 2023.

Clôturant la session, le ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye, s'est dit satisfait du travail abattu.

Firmin Oyé

MÉTIER

Consultant, une profession noble !

Le cabinet DB Conseils a organisé le 23 mars, à Brazzaville, une master class sur le thème « Devenir et exercer le métier de consultant au Congo-Brazzaville ». Le but étant de présenter sa démarche et le contenu de ses formations afin de susciter l'adhésion du public à s'inscrire pour les prochaines sessions.

Les participants à la journée de formation ont, en effet, suivi plusieurs communications dont celles portant sur la nécessité et le rôle de la formation curative ; le conseil et cadre juridique au Congo ; la nécessité et l'obligation de la démarche qualité dans le consulting. Il ressort de ces communications que le métier de consultant est moins vulgarisé dans l'environnement congolais et ne dispose pas d'un cadre juridique tel en témoigne l'absence du statut du consultant. « Un consultant peut travailler en indépendant en signant des contrats. Ce métier existe sous d'autres cieux, mais pour signer un contrat, il faut avoir une base légale, des assises », a souligné en substance Xavier Kitsombou à qui revenait la charge d'exposer sur le cadre juridique au Congo.

Développant la communication sur le thème principal « Comment exercer le métier de consultant au Congo-Brazzaville ? », le directeur associé du cabinet DB Conseils, Patrice Passy, est revenu sur le choix de cette thématique. « On s'est aperçu que nous sommes à la croisée des chemins. Les dynamiques nationales et surtout l'évolution des compétences



Patrice Passy

et des besoins des entreprises exigent aux consultants de s'organiser pour faire face à la demande des entreprises. C'est dans le cadre de cette organisation que nous avons prévu cette master class », a-t-il justifié.

Selon lui, le métier de consultant recommande un certain nombre d'exigences dont la rigueur, le professionnalisme mais surtout l'efficacité. « Nous pensons qu'il y a beaucoup de consultants congolais qui manquent d'expérience. C'est pour cela que nous leur

avons présenté les exigences du métier de consultant ; comment rédiger une offre ; comment mettre en place un contenu ; les pièges du métier, les difficultés et comment la culture peut se révéler être une difficulté », a-t-il poursuivi.

Disposer d'un cadre de formation

Ainsi, dans sa démarche, DB Conseils a décidé de mettre en place un dispositif permettant aux consultants d'être formés et de

disposer d'une carte de consultant ; d'intégrer un réseau de compétences ; de mettre en place le réseau du consultant en mission. L'objectif est de faciliter l'organisation des rencontres d'affaires autour des opportunités trouvées en fonction des évolutions du marché avant de créer une bourse d'affaires dont le but est de permettre aux uns et aux autres de mutualiser leurs intérêts. « Pour la première fois au Congo, nous aurons un lieu, un cadre où les entreprises présenteront leurs besoins et les consultants leurs compétences. Cela permettra aux uns et aux autres de réduire le coût de la prospection, mais surtout de disposer d'éléments de compréhension des besoins des entreprises mais surtout de disposer d'une connaissance, du savoir-faire des consultants locaux », a détaillé Patrice Passy. Il a, par ailleurs, annoncé l'organisation du 17 avril au 5 mai prochains d'une formation curative où chaque apprenant viendra avec son projet individuel afin de bénéficier des outils et méthodes pour sa réalisation.

Secrétaire générale de l'Observatoire handicap humanité, Gustavie Louzolo pense que cette master

class a été très édifiante pour elle. « Nous avons des lacunes dans nos différentes organisations et entreprises. Cette master class vient de nous éclairer sur les difficultés parce qu'au début, nous croyons que le problème était au niveau des effets, alors que nous venons d'apprendre qu'il y a une cause à la racine. Afin de remédier à une situation, il faut aller à la base pour savoir ce qui a commencé avant d'arriver aux effets. Par ce master class, nous venons d'apprendre comment identifier le problème et apporter des solutions et comment améliorer le travail », s'est-elle réjouie, invitant les Congolais à se former d'autant plus que le monde est innovant.

« C'est la première master class en consulting à laquelle j'assiste, cela m'a convaincue de suivre la formation par la suite. J'ai retrouvé mon domaine, ce que je cherchais dans l'accompagnement de ce que je suis en train de faire. Au regard de ce qui a été dit ici, je suis convaincue du master class, cela m'a suscité d'aller un peu plus loin en m'inscrivant pour une formation auprès de DB Conseils », a déclaré une autre participante.

Parfait Wilfried Douniama

RGPH-5

Des tablettes munies de GPS pour garantir la fiabilité des données

Le Congo applique pour la première fois la technologie Capi dans l'opération du Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-5). Les agents recenseurs utiliseront des tablettes munies de GPS au lieu du formulaire papier de collecte des données.

La technologie Capi (Interview personnelle assistée par ordinateur) devrait permettre à la République du Congo d'avoir des chiffres plus ou moins exacts de sa population. Le recours à cet outil est une recommandation des Nations unies conduisant le pays à se soumettre au standard international en matière de recensement. D'après Léonard Nabassemba, l'expert Capi, les données de cette grande enquête démographique peuvent également être exploitées au niveau des Nations unies et comparées à d'autres données.

A propos de la fiabilité des données du RGPH-5, les organisateurs assurent que des moyens techniques ont été mobilisés, de même que le niveau avancé de la préparation des équipes du terrain. « Cette nouvelle technologie Capi apporte beaucoup d'innovations, car les tablettes sont équipées de GPS pour qu'on puisse se rassurer que l'agent



recenseur a été bel et bien dans sa zone de travail et dans les ménages. C'est en fonction du point géographique et du point GPS du ménage que l'on peut vérifier

que l'agent a été réellement sur le terrain », a expliqué l'expert Capi.

À l'aide de ce dispositif où le questionnaire est retranscrit sur

Des superviseurs s'appropriant les tablettes GPS Adiac

la tablette, c'est la machine qui indique la question posée au chef de ménage et selon la réponse de l'interviewé, l'agent recenseur sélectionne la bonne réponse.

Mieux, toutes les tablettes sont connectées à internet permettant le transfert des données au bureau central dès la fin de la journée. Dans les localités non connectées à internet, les agents recenseurs sont tenus de transférer les données au bureau central tous les deux ou trois jours pour un meilleur suivi.

Avant le démarrage du dénombrement prévu pour le 25 avril, les trois cents superviseurs nationaux du RGPH-5 sont en formation du 6 au 29 mars dans quatre pôles retenus à cet effet. À Dolisie, la capitale du Niari, cinquante-deux superviseurs de la Lékoumou, de la Bouenza et du Niari reçoivent aussi des formations sur les nouvelles pratiques de collecte des données. « Des tableaux de suivi du terrain sont prévus, permettant même aux médias de suivre le déroulement de l'opération », a assuré Léonard Nabassemba.

Fiacre Kombo

EDUCATION

15 050 enseignants en formation sur les nouveaux programmes

La formation des enseignants et du personnel d'encadrement, notamment les inspecteurs et les conseillers pédagogiques sur le maniement des programmes éducatifs des classes restantes a débuté le 24 mars sur toute l'étendue du territoire national.

Du 24 mars au 1er avril, les enseignants des secteurs public et privé vont recevoir des enseignements en vue d'améliorer la qualité et la gestion du personnel. Pendant neuf jours, les enseignements porteront sur la production des nouveaux programmes éducatifs restants des classes de CE1, CE2, CM1 et CM2 au primaire et celles de 4e et 3e au secondaire.

Toutefois, les programmes des classes précédentes ont été mis en œuvre depuis octobre dernier en mathématiques, français et sciences de la vie et de la terre au collège.

La formation s'inscrit dans le cadre de la composante 2, dans sa deuxième phase lancée le 22 mars par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Moutou, au complexe scolaire Révolution/Gampo-Olilou. Le ministre a assuré que la qualité de l'éducation pour tous demeure un défi au Congo. A cet effet, elle doit se faire avec la pertinence du contenu des programmes éducatifs et le niveau de maîtrise par les enseignants.

Pour sa part, le coordonnateur du Projet d'appui à l'amélioration



Des enseignants lors du lancement de la formation Adiac

du système éducatif (Praased), Calixte Kolyardo, a souligné dans son mot de circonstance la nécessité de former les enseignants étant donné que l'approche par les situations est une approche pédagogique nouvelle au Congo. « En résumé de ce qui précède à l'issue des formations décentralisées phase 1 et phase 2, le ministère devra pouvoir compter sur 25 050 enseignants formés au maniement des nouveaux programmes éducatifs », a-t-il indiqué. Il a ajouté à cette occasion que

les programmes révisés des classes restantes de CE1, CE2, CM1, CM2 au primaire et 4e et 3e au secondaire seront accompagnés par la production des supports pédagogiques tels que les programmes éducatifs et guides pour les enseignants et les cahiers d'activités pour les élèves à la rentrée scolaire 2023-2024.

De son côté, la représentante de la Banque mondiale au Congo, Korotoumou Ouatarra, a rappelé que son institution œuvre dans le secteur de l'éducation en lien avec

ses priorités décrites dans les stratégies sectorielles de l'éducation révisées (2021-2030) et celles déclinées dans le Plan national de développement (2022-2026).

Pour la révision curriculaire, a-t-elle poursuivi, la Banque mondiale accompagne techniquement et financièrement, à travers le Praased, le processus de formation-action ainsi que le ministère dans le renforcement des capacités du personnel enseignant.

« Cette révision curriculaire qui s'inscrit dans une

démarche pédagogique qui prône un enseignement efficace en intégrant les dimensions cognitives, socio-émotionnelles et comportementales de l'apprentissage ne peut se réaliser sans la formation des enseignants », a-t-elle déclaré. Notons que le gouvernement et la Banque mondiale avaient signé, le 17 décembre 2016, un accord de financement pour la mise en œuvre du Praased dans le but de trouver des solutions aux programmes éducatifs.

Lydie Gisèle Oko

SANTÉ

230 nouveaux médecins formés à Cuba mis en stage

Deux-cent trente médecins et quarante-six techniciens de santé formés à Cuba ont été mis en route le 25 mars, par le ministère de la Santé et de la Population, pour effectuer un stage d'imprégnation de huit mois dans des hôpitaux de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Les 230 médecins et 46 techniciens stagiaires déployés dans les hôpitaux font partie de la deuxième vague des étudiants formés à Cuba. Ils y effectueront un stage pratique de huit mois en vue d'acquies de l'expérience avant qu'ils ne soient engagés et affectés officiellement.

Selon la répartition faite, 180 médecins et 36 techniciens de santé sont retenus à Brazzaville. Parmi eux, 32 et 7 techniciens effectueront leur stage au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville ; 27 médecins et 5 techniciens à l'hôpital de Djiri ; 26 et 2 techniciens à l'hôpital de base de Makélékélé.

L'hôpital de référence de Ta-



Les médecins stagiaires en train d'embarquer pour Pointe-Noire/Adiac

langai va accueillir 25 médecins et 4 techniciens de santé ; 20 médecins à l'hôpital de l'amitié sino-congolaise de Mfilou ; 20 à l'hôpital Blanche-Gomes ; 16 docteurs et 3 techniciens à l'hôpital de base de Bacongo et 14 à l'hôpital des

armées Pierre-Mobengo. S'agissant de Pointe-Noire, 20 médecins et 2 techniciens de santé sont orientés à l'hôpital Adolphe-Sicé ; 20 à l'hôpital de Loandjili ; 11 médecins à l'hôpital de Tié-tié et 7 autres plus 5 techniciens à l'hôpital

général de Ngoyo.

S'exprimant à cet effet, le ministre de la Santé et de la Population a exhorté les médecins stagiaires à plus de rigueur et de professionnalisme.

« La cérémonie qui nous ré-

unit ce jour met désormais fin à votre attente jugée assez longue. L'art de soigner que vous avez librement choisi exige un certain savoir-faire et, faut-il vous rappeler, vous exercerez votre métier sur l'homme, sur lequel toute erreur est préjudiciable et inacceptable », a souligné Gilbert Mokoki.

Précisons que les 320 médecins de la première promotion déployés sur le terrain le 19 mai 2022 viennent de bénéficier de leur intégration à la Fonction publique, après plus d'une année de stage d'imprégnation professionnelle.

Firmin Oyé

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Congo et Cuba planchent sur la spécialisation des médecins

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, le Pr Delphine Edith Emmanuel, a échangé le 23 mars à Brazzaville avec le vice-ministre cubain des Relations extérieures, Eduardo Rodriguez Perdomo.



Delphine Edith Emmanuel s'entretenant avec Eduardo Rodriguez Perdomo

Le vice-ministre cubain a exprimé la volonté de son pays de continuer à encadrer les médecins congolais sur la base d'une formation initiale. Ainsi, leur spécialisation s'avère un nouvel axe de coopération envisagé. Les domaines de la recherche scientifique et de l'innovation technologique ne sont pas exclus dans cette coopération. Il convient de rappeler que les différentes vagues de médecins congolais formés à Cuba et qui sont déjà en train d'exercer dans les hôpitaux du pays sont des généralistes. Le Congo et Cuba veulent donc poursuivre le travail de formation à travers leur spécialisation. Après l'échange avec le vice-ministre cubain, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique a conféré avec l'ambassadeur du Mali au Congo, Aguibou Diallo. « Dans un avenir proche, les deux pays vont signer des protocoles dans le cadre des échanges interuniversitaires, le partage d'expériences... », a indiqué le diplomate malien.

R.M.

SCIENCES

Josammy Samba Nganga se distingue dans la thermodynamique

Américain d'origine congolaise, Josammy Samba Nganga est un chercheur, inventeur qui fait carrière en Californie, aux Etats-Unis, où il vit. Ses travaux de recherche en thermodynamique sont publiés dans un ouvrage en trois volumes: « Mostini planète, le nouveau niveau du monde » ; « Josammy technologie : la matrice quantique anti gravité sigma ZG » ; « Comprendre la genèse des étoiles et leurs systèmes planétaires ». Autant d'ouvrages qui figurent parmi les références dans la littérature scientifique.

La technologie Josammy que l'auteur a mise en place a un rôle important à jouer dans le processus de développement.

« Cette technologie répond à toutes les questions de la vie en résolvant les énigmes scientifiques », a fait savoir Josammy Samba Nganga. Cette technologie ne se contente pas seulement de décrire les effets phénomènes de l'univers, mais aussi elle permet d'en établir les causes dans le but de trouver les solutions adaptées et éviter telle ou telle catastrophe.

L'inventeur pense que le Congo a intérêt à s'approprier la technologie Josammy car, selon lui, le pays ne peut se développer que par l'innovation et la technologie. Dans ce sens, avec l'appui des partenaires américains, Josammy Samba Nganga a initié un programme qui vise à stimuler la recherche. « J'exhorte les jeunes innovateurs congolais à écrire des brevets, à développer leurs innovations technologiques jusqu'à la commercialisation », a déclaré ce dernier qui a lui-même cinq brevets à son actif dont quatre américains et un brevet international multidiscipli-



Josammy Samba Nganga

« J'exhorte les jeunes innovateurs congolais à écrire des brevets, à développer leurs innovations technologiques jusqu'à la commercialisation »

plinaire enregistré au Canada, aux Etats-Unis, en Australie. A cet actif s'ajoute une centaine de formules chimiques et biochimiques.

C'est cette expérience dans la science et la technologie que Josammy Samba Nganga veut mettre à disposition du monde en général et du Congo en particulier afin de permettre aux générations futures d'apporter leur pierre au développement.

Rominique Makaya

DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ

Les acteurs préparent la session inaugurale du comité national de concertation

Le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, a présidé le 23 mars à Brazzaville la réunion du comité national de concertation entre le secteur privé et les administrations publiques dont le but est, entre autres, de préparer la prochaine session inaugurale prévue en juin.

Dans le souci de rendre opérationnel le comité national créé par décret présidentiel en août 2018, le ministre du Développement industriel et les différents acteurs du secteur privé ainsi que les membres des comités techniques sectoriels ont échangé sur divers aspects. Le secteur privé a, par exemple, présenté à cette occasion les difficultés auxquelles il fait face dans ses domaines d'activités. Pour le représentant d'Uni-Congo, Jean Jacques Samba, cette rencontre a donné l'occasion aux parties prenantes de dégager des orientations nécessaires afin de permettre aux comités techniques de se mettre résolument au travail.

« Aujourd'hui comme vous le savez, le secteur privé a été mis au centre de la réussite du PND. Les pouvoirs publics dégagent des orientations mais sur le terrain, c'est le secteur privé qui est attendu dans les différents domaines pour que tout ce que nous avons retenu comme priorités au niveau national soit réalisé. Ceci, avec une implication attendue



Le ministre Nick Fylla présidant la cérémonie/Adiac

du secteur privé dans les financements et dans la réalisation de ces différents projets », a expliqué Jean Jacques Samba. Les différents acteurs ont, en effet, convenu de l'élaboration d'un mémorandum qui sera présenté au cours de la session inaugurale. Le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, de son côté, a invité le secteur privé à mieux s'organiser. « Les organisations qui gagnent sont celles qui sont bien structurées. Le secteur privé, s'il veut gagner demain, contribuer réellement à la croissance nationale hors pétrole, doit s'impliquer à faire qu'ensemble

nous élaguons des différentes aspérités que notre économie comporte... Nous attendons vos différentes contributions », a déclaré Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes.

Le secteur privé appelé à financer le PND

Selon lui, le Plan national de développement (PND) 2022-2026 doit être financé à environ 78% par le secteur privé. Ce qui nécessite donc une fluidité dans les échanges entre le gouvernement et ses administrations. « La mise en place des comités techniques est indispensable à la convocation de la concertation qui devrait, suivant

les instructions du Premier ministre, se tenir avant le 30 juin. Cela veut dire que nous n'avons plus qu'un mois pour pouvoir travailler puisque le mois de mai nous permettra d'affiner les documents qui devraient être transmis aux différentes parties prenantes dans le cadre de la concertation », a-t-il précisé.

Placé sous l'autorité du Premier ministre, le comité national de concertation est l'instance de dialogue, de conciliation et d'action commune entre le secteur privé et les administrations publiques. Il est chargé, entre autres, de consacrer et animer la concertation permanente entre

le secteur privé et les administrations publiques ; discuter des questions relatives au développement du pays en général et du secteur privé en particulier ; servir d'interface entre le secteur privé et les administrations publiques en vue de la promotion et de l'accompagnement des entreprises ; assurer la conciliation entre le secteur privé et les administrations publiques ; proposer toute mesure permettant d'améliorer le climat des affaires. Les comités techniques assurent, quant à eux, la concertation par branche d'activités entre le secteur privé et les administrations publiques. A cet effet, ils sont chargés d'examiner les dossiers ayant trait à la promotion, au développement ou aux différents autres aspects de la vie de chaque branche d'activités ; proposer des solutions aux problèmes spécifiques de chaque branche d'activités ; faire des recommandations au haut conseil. Ils ont aussi pour mission de faire le point de la mise en œuvre des délibérations adoptées par le haut conseil en rapport à leur branche d'activités.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

L'union des plus faibles ?

Au bout de trois jours d'une visite d'Etat suivie avec attention par les chancelleries du monde, le président chinois, Xi Jinping, a regagné son pays le 22 mars. Avec le sentiment d'avoir trouvé chez son homologue russe, Vladimir Poutine, le partenaire idéal pour regarder l'avenir avec une once de sérénité.

Il n'est pas dit qu'entre Beijing et Moscou le moindre désaccord sur la façon pour l'une et l'autre de conduire ses affaires intérieures ne subsisterait plus. Non, mais c'est peut-être parce que les deux capitales sont chacune jalouse de sa politique nationale qu'elles tentent de former un bloc contre les autres puissances qu'elles soupçonnent, à tort ou à raison, d'interférer dans leurs arrières-cours.

Le fait que le dirigeant chinois a choisi de se rendre en Russie dans une période aussi sensible de l'« opération militaire spéciale » du Kremlin en Ukraine est une façon de voler au secours d'un ami qu'une partie de la communauté internationale, dans ce qu'elle a de plus

exorbitant en termes de communication, tient à l'isolement depuis un assez long moment.

La Chine s'aperçoit elle-même, au regard des mises en garde qui lui sont adressées, qu'elle pourrait être visée par des sanctions venant de l'autre camp pouvant glisser du terrain économique en partie exposé au terrain beaucoup plus préoccupant des bruits de bottes. Avec cette visite orchestrée telle qu'on l'a vu, on a le sentiment d'assister au rapprochement des plus faibles (?) avertis en quelque sorte que s'ils ne le font pas pendant qu'il est encore temps, l'avenir pourrait leur jouer un mauvais tour.

Il est vrai qu'employer l'expression de « plus faibles » pour parler de la Chine et de la Russie peut relever d'une méprise car ce sont deux puissances économiques et militaires de surcroît membres du Conseil de sécurité des Nations unies, et tout aussi, ça n'est évidemment pas une Fédération, formant tout de même près d'un milliard six cents millions d'âmes, et partenaires avec l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, du

pôle émergent de ce grand marché de consommation du futur appelé BRICS.

Or, dans le même temps de ce « grand » rapprochement Chine-Russie, les images officielles de la reprise du dialogue entre Iraniens et Saoudiens ouvrent un peu plus les yeux sur les limites des inimitiés « mortelles » d'hier. Sur quoi étaient-elles fondées et de quoi se nourrissent elles réellement ? Peut-être du oui-dire, de cette manière à abominer un ennemi désigné d'avance que l'on n'avait peut-être pas appris à connaître au fond.

Les Etats n'ont pas d'amis mais que des intérêts, dit-on. Le malheur dans ce postulat vient de ce que tout se joue sur le seul espace que l'on a en héritage, celui qui nous abrite tous, notre planète Terre. Nous avons beau nous singulariser, cela peut être dans l'ordre normal des choses, mais au résultat, il nous faudra songer à ce que nous n'irons nulle part ailleurs pour jouir de nos biens, de notre intelligence, de nos coquetteries.

Dans les moments de doute comme ceux auxquels la société humaine se trouve confrontée aujourd'hui, il n'y a pas lieu de verser dans un pessimisme angoissant. Sur les cinq continents, l'échelle des valeurs accumulées par les peuples et les nations, qu'elles soient culturelles, économiques, artistiques, technologiques, philosophiques, littéraires ou autres, permettent d'envisager les échanges entre Terriens avec une dimension de responsabilité et trouver le juste équilibre entre les uns et les autres.

Malheureusement, le monde pêche par son refus d'admettre des changements irréversibles. Encore une fois s'ils le veulent, les « Grands » peuvent se donner l'occasion d'accorder un peu plus de chance à la survie des générations présentes et futures sans faire de la confrontation systématique l'unique source de leurs calculs. S'ils ne peuvent pas, c'est qu'ils n'ont plus les ressorts pour répondre de leurs nobles charges de meneurs des nations. On ne devrait pas l'admettre !

Gankama N'Siah

VIE DES PARTIS

Les jeunes du PCT appelés à la retenue

Le secrétaire permanent de la Force montante congolaise (FMC), organisation de jeunesse du Parti congolais du travail (PCT), dans une déclaration rendue publique à Brazzaville, le 24 mars, a rappelé à ses membres et sympathisants qu'elle ne se reconnaît pas dans la marche de protestation annoncée pour le 26 mars dans la capitale.



Des membres du secrétariat permanent de la FMCDR

« Le secrétariat permanent de la Force montante congolaise, seule et unique organisation de jeunesse du PCT,

qui s'est réuni le 24 mars 2023 sous la houlette de son premier secrétaire, Vadim Osdet Mvouba, invite l'en-

semble de ses cadres et militants à la retenue, à la responsabilité et à la discipline, afin de ne pas céder à toutes

formes de manipulations politiques visant à déstabiliser notre grand et glorieux parti, le PCT », a exhorté le secrétaire permanent en charge de l'administration et des ressources humaines de la FMC, Jofran Mbossa Ossebi, à qui revenait la charge de lire la déclaration.

En effet, un courant de jeunes dits « Progressistes du PCT » a prévu d'organiser une marche populaire le

26 mars à Brazzaville, pour dénoncer « le détournement des deniers publics » au Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des très petites, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat. « Chers jeunes, sortons de notre silence pour défendre la patrie contre les renégats et les voleurs », pouvait-on lire sur des affiches qui circulent sur la toile.

Parfait Wilfried Douniama

CONFEJES

L'institution veut se donner un nouvel élan

La réunion des experts préparatoire à la 39^e Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la francophonie (Confejes), tenue le 24 mars à Brazzaville, a traduit la volonté des participants de donner à l'institution un nouveau souffle.

Le rendez-vous de Brazzaville, a expliqué Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, secrétaire générale de la Confejes, a assuré quant à la faisabilité objective du large mandat pourtant au-delà des exercices annuels de revue, d'évaluation et de planification, une nouvelle ère pour la Confejes dont 2023 est l'année zéro qui va donner à l'institution un souffle nouveau.

Ainsi, les travaux du symposium international ont permis de produire les documents et de mener avec les experts une réflexion efficace sur la thématique de cette session. Les conclusions seront soumises aux ministres et chefs de délégations pour adoption au terme de la session des 27 et 28 mars. Elles traduisent déjà la volonté de tous les experts et participants d'insuffler une nouvelle synergie dans l'élaboration de la prochaine programmation quadriennale 2024-2027.

« L'année 2022 a été celle de la reprise d'activités après l'atténuation de la pandémie de covid-19. Elle a connu aussi le changement à la tête de notre organisation par le mandat d'un nouveau secrétaire général. C'est donc une année de diagnostic et de rupture dans l'approche de management pour un début de modernisation et de redynamisation des actions en faveur des jeunes, des sportifs



Hugues Ngouélondélé et les experts/Adiac

et des femmes dans les différents Etats et gouvernements membres de notre institution », a déclaré Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi.

Pour sa part, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Hugues

la grande famille francophone ainsi que son attachement aux valeurs cardinales de liberté, de démocratie et de solidarité. Le second, quant à lui, est d'apporter à la Confejes sa contribution aux efforts qui

le rôle catalyseur de la Confejes dans la conception de ses programmes sportifs qu'il estime remarquables. En sa qualité de premier vice-président de l'institution, il a encouragé la création, sur le sol africain,

ses athlètes aux différentes épreuves sportives à l'échelle internationale.

La Confejes, a-t-il souhaité, devrait penser à consolider davantage les programmes innovants et porteurs dans le but de renforcer les politiques d'entraînement et de perfectionnement des espoirs nationaux aux fins de les préparer aux futures échéances sportives, notamment les Jeux de la Francophonie prévus cette année en République démocratique du Congo, les Jeux Olympiques d'été Paris 2024 et les Jeux Olympiques de la jeunesse Dakar 2026.

Les jeunes et les sportifs de l'espace francophone, a assuré Louissette-Renée Thobi Etame Ndedi, continueront à être au cœur de cette nouvelle dynamique qui sera marquée par une évolution accélérée des choses et des phénomènes avec l'indispensable utilisation du numérique dans tous les secteurs d'activités. « Dans sa mission d'appui aux politiques publiques, de promotion de la jeunesse et de développement du sport, la Confejes continuera à se positionner comme actrice majeure des transformations qualitatives pour l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes orientées vers un développement humain durable », a-t-elle souligné.

James Golden Eloué

«...La Confejes continuera à se positionner comme actrice majeure des transformations qualitatives pour l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes orientées vers un développement humain durable »

Ngouélondélé, a précisé que le Congo vise deux principaux objectifs en accueillant l'événement. Le premier consiste à réaffirmer son ancrage dans

se développent dans le cadre de l'insertion sociale et économique des jeunes de l'espace francophone.

Hugues Ngouélondélé a salué

des centres d'entraînement et de perfectionnement ayant contribué à la grande moisson des médailles que la Confejes « obtient régulièrement avec

PRIX DES 5 CONTINENTS DE LA FRANCOPHONIE

« Enlève la nuit » de Monique Proulx primé par l'OIF

Le Prix des 5 continents de la francophonie 2022 a été remis officiellement, le 22 mars, par Louise Mushikiwabo à Monique Proulx pour son roman «Enlève la nuit» tandis qu'une mention spéciale a été décernée à Yahia Belaskri pour son roman «Le silence des dieux».

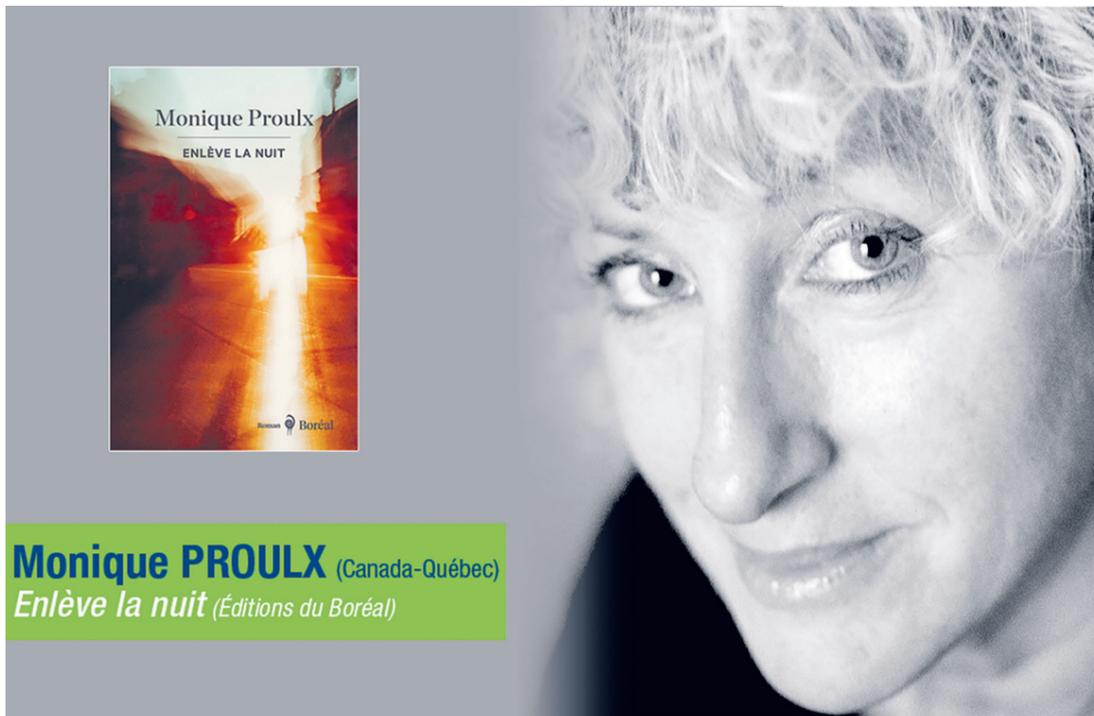
La cérémonie s'est tenue dans les locaux parisiens de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) en présence de sa secrétaire générale qui en a remis les trophées. Ce prix prestigieux, a rappelé Louise Mushikiwabo, est très particulier parce qu'il permet de découvrir ce qui se passe dans le monde francophone. « Il célèbre année après année la qualité, la diversité, la générosité de ceux qui portent et décrivent le monde en français. 321 millions de locuteurs. Il n'y a pas de meilleur contenu que celui des écrivains francophones ! », a-t-elle salué tout en rappelant la vocation de l'OIF qui s'est donnée pour mission de promouvoir les industries culturelles et créatives francophones à travers la planète.

Nivine Khaled, la directrice de la langue française et de la diversité des cultures francophones, officiant en maître de cérémonie, a très justement rappelé à ce propos l'ambition de l'OIF de soutenir davantage encore la création. Elle a en particulier salué le travail autour du prix « qui

ne pourrait se faire sans l'engagement et le dévouement des six comités de lecture qui font un travail remarquable ». Un compliment à l'adresse notamment du comité Elongo du Congo placé sous la direction de Jean-Blaise Bilombo Samba et d'Omer Massoumou, coordonné par Emilie Eyala de la librairie Les Manguiers.

Un nouveau cadre stratégique

En recevant son prix, Monique Proulx, Franco-Québécoise, a évoqué ce que représente pour elle la langue française, faisant état avec humour « en tant que Québécoise » de sa résistance aux invitations à s'exprimer dans la langue universelle : « nous les refusons sans politesse ! ». Poétique dans son propos, elle a parlé de son amour de la langue « tout en considérant qu'il ne faut pas se définir uniquement par elle ». Et a rendu un bel hommage à tous ceux qui manient si bien l'écriture. « Les écrivains sont écrivains avant d'écrire, presque de naissance. Dans leur regard et



Monique PROULX (Canada-Québec)
Enlève la nuit (Éditions du Boréal)

leur interprétation du monde qui utilisent la glaise à leur portée pour sculpter leur univers », a-t-elle laissé entendre.

Et puis, évoquant la langue française, « trésor universel », elle a eu ces mots : « Ecrire en français c'est jouer d'un instrument sophistiqué qui murmure autant qu'il toni-

true, qui batifole et qui assassine aussi apte aux palabres qu'aux confidences dont jamais je ne verrai les limites, dont jamais je ne serai la virtuose totale que je rêve d'être. Ecrire en français c'est avoir accès à la beauté sonore qui se fraie le chemin depuis les profondeurs et remonte agi-

ter la surface, agiter le lecteur avant de replonger, le lecteur avec elle, dans le silence fertile ou elle est née ». Bel hommage! «Enlève la nuit» par Monique Proulx, Éditions du Boréal

«Le silence des dieux» par Yahia Belaskri, Éditions Zulma.
En savoir plus : www.francophonie.org

Bénédicte de Capèle

EN VENTE

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE
15 €

Laurent TENGU
LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS
DANS LES ÉTATS MEMBRES
DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Omer MASSEM
Ne laisse pas la nuit
tomber sur tes épaules
L'Harmattan

Roland BEMBELLY
Code des Hydrocarbures du Congo
Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI
Le Commandant Marien Ngouabi
(1938-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique
Préface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU
Paradoxe de l'agriculture congolaise
Préface de Jean-Jacques BOUYE
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, de la Cérèales et des Grands Travaux

Noëly Galoy
Les Grandes Femmes sont faites de petites filles
ÉdiLivre

Sorel Et
L'université de la forêt
Avec les Pygmées Ak
NOUVELLES TERRES
puls

Rigobert Sabin BANZANI
Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées
L'Harmattan Congo-Brazzaville

Placide Moudouou
PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

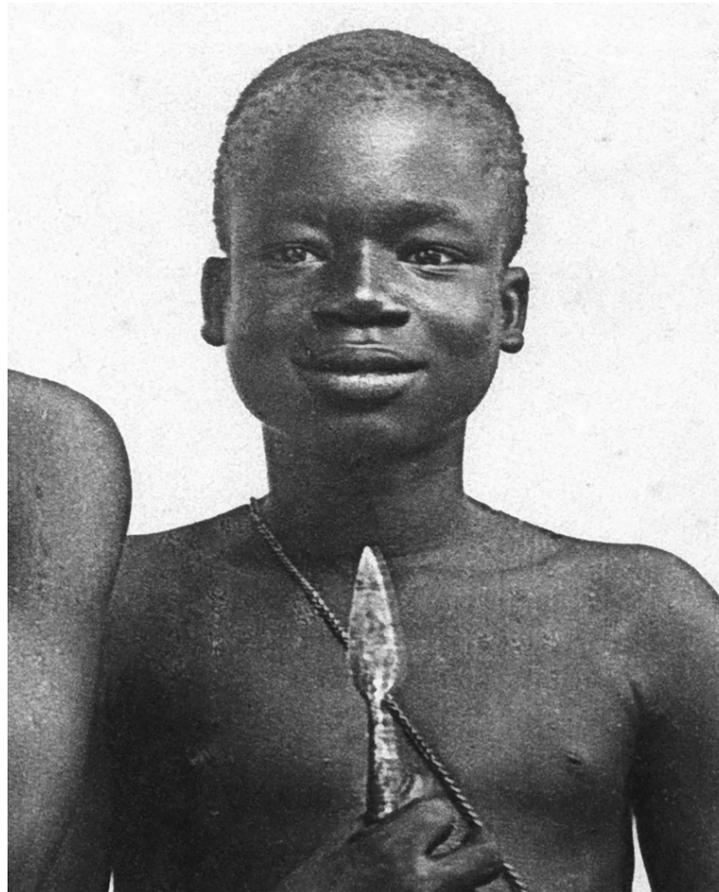
DEVOIR DE MÉMOIRE

Les autochtones commémorent la disparition d'Ota Benga

Dans le cadre des missions du Cercle des actions sociales pour la prise en charge de la personne vulnérable et la protection des peuples autochtones (CAPV) que dirige Mesmin Oraire Oba, une vidéo projection relatant l'histoire du jeune autochtone Ota Benga, natif de la région de l'Ituri, en République démocratique du Congo, kidnapé en 1903 et décédé en 1916 aux Etats-Unis, a été réalisée dans l'enceinte de la direction départementale de la Promotion des peuples autochtones de Pointe-Noire.

La CAPV lutte pour la promotion et la protection des droits des enfants vulnérables et des peuples autochtones dans les domaines de l'éducation, de la santé et de développement. La projection qu'elle a réalisée vise à susciter l'éveil des enfants et jeunes autochtones ponténégrins qu'elle scolarise dans le département de Pointe-Noire. « Nous avons organisé cette activité en mémoire d'Ota

Benga pour encourager et motiver ces jeunes que nous encadrons à plus d'abnégation dans les études et aux métiers qu'ils apprennent », a indiqué Mesmin Oraire Oba. L'histoire relate qu'Ota Benga, encore appelé Otto Bingo à l'état civil américain, est né dans la forêt de l'Ituri, vers 1883. Il est mort le 20 mars 1916 à Lynchburg, en Virginie, aux Etats-Unis. Autoch-



Ota Benga/DR

tone de la tribu des Mbuti, il est kidnapé et amené comme captif en 1903 aux Etats-Unis avec d'autres enfants. Deux ans durant, il a été exposé dans diverses manifestations internationales, culturelles et scientifiques en tant que véritable

captif et dans le zoo du Bronx, à New York. Il est libéré le 28 septembre par le maire de New York, grâce aux protestations d'un grand nombre d'Américains scandalisés. Il apprend ensuite à vivre dans la société civile occidentale. Après sa

sortie, il est hébergé dans les orphelinats puis adopté après avoir appris l'anglais et s'être vu refaire les dents. Il travaille ensuite dans une manufacture de tabac en Virginie. Mais, malgré sa liberté, il se sentait malheureux étant le seul survivant de son clan en captif aux Etats-Unis. Se trouvant dans l'impossibilité de retourner dans son pays d'origine pendant cette période de la Première Guerre mondiale, Ota Benga décide de mettre fin à ses jours le 20 mars 1916 après avoir organisé un rituel toute la nuit.

Cette histoire a secoué la conscience des enfants autochtones présents à la cérémonie. « C'est ma première fois d'écouter le témoignage d'un enfant autochtone qui était déporté en captivité en Amérique et qui, malgré son humiliation, a travaillé dans une société avant de se donner la mort », a indiqué Verlainne, une autochtone en classe de 6^e. Un autre collégien autochtone a dit : « Je suis très content d'apprendre cette histoire qui me donne le courage et la force d'aller à l'école pour devenir un grand homme demain ».

Notons que plus de vingt-quatre enfants autochtones de Pointe-Noire sont scolarisés par la CAPV dans six établissements, à savoir Alexis-Makosso, Ecole Loandjili-Faubourg, Ecole de Nanga, Ecole de Mpitata, Ecole de Tchiniambi-Mbota et l'Ecole de Mengo. Ces actions sont également menées dans le département du Kouilou.

Charlem Léa Itoua

HUMEUR

A quand la disparition des nids-de-poule des artères publiques ?

Des chauffeurs ne cessent de grincer les dents chaque jour quand ils empruntent les artères de nos villes pour leurs différentes courses. Que ce soit à Pointe-Noire ou à Brazzaville, nombreuses sont des avenues qui portent ici et là des « empreintes » de cette réalité déplorable : nids-de-poule, pattes d'éléphant et fissurations des chaussées de toute sorte.

Ces nids-de-poule rythment actuellement les trajets des conducteurs en les faisant repartir aux cours d'auto-école sans fin. Ils sont des vrais destructeurs des amortisseurs, des pneus ou encore des enjoliveurs des voitures. Dans les cas les plus sévères, le châssis et la direction peuvent être touchés, engendrant d'importants frais lors des réparations. Lorsqu'on roule de nuit ou trop proche du véhicule qui précède, ces nids-de-poule ne sont pas forcément évitables et peuvent surprendre. Encore qu'un coup de frein peut avoir des conséquences bien plus graves sur celui qui le manipule dans ces conditions-là.

Des trous dans l'asphalte sont donc particulièrement susceptibles d'apparaître sous les passages réguliers des véhicules. Les causes sont multiples : défauts liés aux travaux sur la chaussée, présence d'une grille avaloir, vieillissement de la chaussée, négligence des structures en charge de ces questions et autres. Les réparations des nids-de-poule, généralement réalisées à l'aide d'asphaltes froids, ne garantissent pas une longue durée de vie à l'ouvrage et peuvent se dégrader rapidement si le trafic est important et de plus en plus fréquentable.

Les structures municipales en charge des questions de voirie ont l'obligation d'être regardantes afin de pouvoir assurer un bon entretien. Encore qu'il est difficile de se faire indemniser après un accident dû à un mauvais état de la route !

L'état défectueux de nombreuses artères dans les deux principales villes du pays laisse à désirer et tout le monde en parle. On croyait que la situation allait vite être maîtrisée mais hélas ! La chose ne fait que prendre des proportions inquiétantes. Les nids-de-poule et autres pattes d'éléphant deviennent un fait social quotidien, constituant aujourd'hui un véritable casse-tête pour les automobilistes qui sont obligés de rouler doucement afin de mieux négocier la circulation.

A Pointe-Noire, par exemple, à proximité de la station d'essence de l'avenue de la Révolution et devant l'auberge de la jeunesse, les chauffeurs parlent tous le même langage. A quoi servent les taxes de roulage si ces routes persistent dans cet état dégradant ? Les bouchages à la va vite de ces nids-de-poule et autres fissurations ne saurait être une solution définitive et il est donc mieux de procéder autrement car l'urgence est là.

Ceci étant, une vraie thérapie en voiries urbaines doit être administrée à cette situation sinon, de nombreuses artères de nos villes ressembleraient aux pistes des chasseurs avec des étangs par endroit. Suivez mon regard !

Faustin Akono

« C'est ma première fois d'écouter le témoignage d'un enfant autochtone qui était déporté en captivité en Amérique et qui, malgré son humiliation, a travaillé dans une société avant de se donner la mort »

OFFRE D'EMPLOI – AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE

POSTES VACANTS: Date de clôture : 05 Avril 2023

- HIV & Public Health Specialist (DHAPP Program Manager) – Spécialiste du VIH et de la santé publique (gestionnaire du programme)
- Contracting Assistant (Assistant Contrats)
- Chauffeur

EXIGENCES DES POSTES & COMMENT POSTULER

Merci de bien vouloir visiter le site web : <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/searchVacancies.hms> (Copiez ce lien et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

N-B: Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.

La mission américaine à Brazzaville apprécie une main-d'œuvre d'origines, de cultures et de points de vue différents. Nous nous efforçons de créer un environnement accueillant pour tous et nous invitons les candidats de divers horizons à postuler.

DÉPARTEMENT DU POOL

L'apport des partenaires techniques et financiers attendu

Le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants a sollicité, le 25 mars à Brazzaville au cours d'une table ronde, l'appui des partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux dans la mobilisation des ressources du programme Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) pour le département du Pool.

Lancé le 31 août 2018 à travers la signature du document programme entre le gouvernement et les Nations unies, le programme DDR-Pool peine à prendre de l'envol à cause de la non mobilisation des fonds. En effet, ce programme, dont la vocation principale est de contribuer à la pacification, à la sécurisation et au développement socioéconomique du Pool, présente des enjeux socioculturels de taille. « Depuis la date de sa signature jusqu'à ce jour, certaines contraintes structurelles et conjoncturelles n'ont malheureusement pas permis le démarrage effectif du programme DDR-Pool », a rappelé le haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas.

D'une durée de quatre ans, le programme DDR-Pool a pour but d'assurer le désarmement, la démobilisation et la réinsertion d'au moins vingt mille bénéficiaires dont 7500 ex-combattants, 2500 associés et 10 000 membres de leurs communautés d'accueil. Il s'agit donc d'une opportunité offerte aux communautés du Pool en matière de relèvement communautaire et de relance des activités économiques et agropastorales pour un département qui fut un des

principaux greniers du pays.

« Je peux affirmer que le gouvernement congolais vient d'honorer son engagement, mais comme cela ne suffit pas, la communauté internationale est sollicitée pour nous accompagner dans la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce programme, dont la présente table ronde en est le point de départ », a sollicité le haut-commissaire.

La non démobilisation des ex-combattants, un facteur d'insécurité

Faisant le point des différentes démarches menées auprès des partenaires techniques et financiers, la représentation nationale du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a souligné que la non démobilisation des ex-combattants est un facteur d'insécurité puisqu'ils pourraient échapper au contrôle de leur chef. Le Pnud a, en effet, insisté sur la cohésion sociale, le développement économique et la prévention des conflits dans le cadre de la mise en œuvre du programme DDR. A cela, s'ajoute le relèvement communautaire pour une population estimée à plus de trois cent mille. A l'ap-



Les participants à la table ronde./Adiac

proche des élections de 2026 et 2027, cette agence onusienne a relevé l'importance de démarrer le programme DDR et la prise en compte du département du Pool dans la cartographie d'investissement en cours d'élaboration dans le pays.

C'est ainsi que le représentant résidant du Pnud au Congo, Opia Mensah Kumah, a salué l'engagement politique des autorités nationales qui viennent de verser la contrepartie pour permettre à certains partenaires qui s'étaient engagés à contribuer à hauteur de 75% de se prononcer. Soulignant la nécessité de prendre en compte le contexte actuel, il a annoncé que quatre autres partenaires se sont ajoutés

sur la liste. Le système des Nations unies a aussi réitéré son appui au DDR.

Le représentant du pasteur Ntumi à la table ronde des partenaires techniques et financiers bi et multilatéraux sur la mobilisation des ressources du programme DDR-Pool, Ané Philippe Bibi, a salué l'engagement des différents acteurs dans ce processus. Il a également interpellé la conscience collective, notamment celle du peuple congolais sur l'impérieuse nécessité de prendre son destin en main, son respect de la personne humaine ainsi que son engagement à mobiliser les énergies et de les mettre au service du développement, de la paix et de la justice sociale.

« Notre volonté de paix est irréversible. L'état d'avancement du processus de paix dans le département du Pool commande qu'on redouble les efforts en vue de réparer les équilibres rompus au cours des différentes turbulences qu'il a connues. Le relèvement communautaire mérite d'être mis en épingle et susciter massivement l'adhésion de toutes les énergies pour une paix durable dont notre pays a besoin », a déclaré Ané Philippe Bibi.

Notons que le coût global du programme DDR-Pool est de 8 300 000 000 FCFA dont 2 000 000 000 de contrepartie du gouvernement.

Parfait Wilfried Douniama

RÉFLEXION

Nul ne sait...

Le temps que nous vivons est à ce point complexe que personne ne peut dire avec la moindre certitude ce qui sortira des multiples conflits qui dressent aujourd'hui les grandes puissances les unes contre les autres. Conflits dont la guerre en Ukraine donne une image précise puisqu'elle peut à tout instant déboucher sur une nouvelle guerre mondiale qui dresserait l'un contre l'autre non seulement la Russie et le camp occidental (Europe-Etats-Unis), mais sans doute aussi la Chine comme semble l'indiquer le récent entretien, à Moscou, des présidents Xi Jinping et Vladimir Poutine.

Dans un contexte aussi incertain, l'idée d'une réforme en profondeur de la gouvernance

mondiale s'impose de plus en plus nettement. Pour la simple raison que cette même gouvernance, organisée au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, il y a donc près de quatre-vingts ans, ne correspond plus à la réalité du temps présent. Une réalité marquée par le poids humain de ce que l'on appelait hier le Tiers-monde et qui regroupe aujourd'hui les peuples de l'Afrique, de l'Amérique dite « Latine », de l'Asie du grand sud ; soit au total les deux tiers de la communauté humaine.

S'il est de plus en plus évident que la composition du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations unies avec ses cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) ne correspond

plus aux rapports de force du temps présent – ce dont témoigne de façon accablante la non présence de l'Inde au sein de ce groupe –, il l'est tout autant, sinon même plus, qu'elle paralyse de facto les actions engagées dans différentes régions du monde par cette institution mondiale. Et qu'elle pourrait, de ce fait, déboucher un jour prochain sur son implosion avec les conséquences désastreuses que celle-ci aurait inévitablement.

S'il est donc une réforme qui s'impose dans le moment très particulier que nous vivons tous avec la montée des tensions entre les « Grands », mais aussi et surtout la dégradation de la nature qui nous entoure, c'est bien celle de la gouver-

nance mondiale et donc de la modernisation des institutions des Nations unies. Quitte à nous de répéter ici même une fois de plus, l'Union africaine devrait prendre ce dossier en main et imposer sans plus attendre cette réforme essentielle aux grandes puissances qui, contrairement aux apparences, ne pourraient en aucun cas s'y opposer.

Le poids humain, économique et financier, culturel du continent est tel aujourd'hui qu'une telle réforme de dimension planétaire est inévitable à plus ou moins court terme. Exactement comme cela s'est produit lorsque le Tiers-monde imposa la décolonisation.

Jean-Paul Pigasse